

Les communautés paysannes andines de Cangahua en Équateur : une dynamique agricole aujourd'hui sous l'emprise de la ville

Pierre Gasselin*

À 70 km au nord-est de Quito, capitale de l'Équateur, les communautés paysannes de ouest-Cangahua exploitent plusieurs étages écologiques entre 2600 et 3950 mètres d'altitude, sur le versant oriental du couloir interandin. Située à 15 km au sud du bourg de Cayambe, dans la province du Pichincha, l'agriculture de la paroisse de Cangahua se trouve aujourd'hui sous le double feu des influences urbaines de Quito et de Cayambe. Soumis à de rudes conditions agro-écologiques, les petits exploitants de cette région héritent d'un lourd passé d'asservissements continus (Bonifaz, 1972 - Ramón, 1987 et Salomon, 1980). L'explosion démographique de la capitale après le boum pétrolier des années 70 entraîne la région de Cangahua dans son aire d'influence. La pression qu'exerce la ville sur les ressources hydriques et foncières se double d'une emprise urbaine croissante sur le réservoir de la main d'œuvre agricole. En outre, les infrastructures aéroportuaires favorisent le développement de nouvelles activités agro-exportatrices. Successivement sous le joug inca puis colonial, la population de Cangahua essentiellement minifundiste est maintenant confrontée à un impossible processus d'accumulation face aux grandes exploitations agricoles capitalistes.

*LEA-Orstom, BP 5045, 34032 Montpellier Cedex 01, France

Conditions écologiques et conséquences agronomiques

Le climat équatorial andin est marqué par deux saisons sèches et ses caractéristiques dépendent de l'altitude. À 3200 mètres, la moyenne des précipitations annuelles est de 740 mm, mais on observe de très fortes irrégularités interannuelles. Le régime thermique est typique des régions équatoriales : très faible amplitude thermique annuelle, forte amplitude diurne (16°C en moyenne à 2600 mètres). Au-delà de la régularisation et de l'augmentation des rendements des cultures pluviales, l'irrigation permet l'introduction de cultures maraîchères et d'un deuxième cycle cultural estival.

La variabilité altitudinale relevée lors de l'étude du climat s'observe aussi dans la distribution spatiale des sols -sableux et peu profonds entre 2600 et 3100 mètres, noirs et profonds à partir de 3600 mètres-. Par ailleurs, l'étage tempéré se distingue de l'étage froid (> 3200 mètres) par des processus d'érosion qui font affleurer des formations volcaniques indurées. Ces dernières sont impropres à toute activité agricole sans un lourd travail de récupération préalable, dispendieux en temps de travail, ou en argent dans le cas d'une réhabilitation mécanisée.

Cette nette distinction écologique des étages froids et tempérés se prolonge par une différenciation socio-ethnique marquée des communautés y résidant. L'étage froid, plus difficile d'accès, est occupé par des populations indiennes au parler Quichua, tandis que l'étage tempéré abrite une société métisse. L'histoire contribue, autant que les paramètres géographiques, à la compréhension de ces clivages et des situations socio-économiques actuelles.

De l'hacienda coloniale aux communautés paysannes actuelles

L'histoire agraire des Andes équatoriennes est marquée par cinq grandes ruptures :

- l'invasion Inca qui signe le passage d'un simple système de redistribution au sein des communautés à un appareil centralisé d'organisation de la production,

- la colonisation espagnole avec l'introduction de nouveaux outils (l'araire), l'importation de nouvelles espèces végétales et animales et la structuration de l'appareil de production, pour les besoins de la Couronne d'Espagne, en très grandes propriétés (les haciendas) organisées sur une main d'œuvre indienne asservie qui reçoit l'usufruit d'une parcelle de terre et qui paie pour son usage en argent, produits, travail ou services,

- l'Indépendance du pays (1822) qui s'ouvre alors aux marchés internationaux, hors de la mouvance coloniale,

- les deux Lois de réformes agraires (1964 et 1973) très partiellement appliquées, dont les grands objectifs furent la redistribution plus ou moins forte des terres des grands propriétaires aux minifundistes ainsi que la modernisation des structures agraires,

- et enfin, les mutations socio-économiques qui s'opèrent dans l'Équateur contemporain sous l'effet conjugué de l'accroissement de la population, de la mondialisation des échanges, des réformes de structures et d'un afflux des nouveaux capitaux tirés du pétrole.

Crises du système agraire d'hacienda

Il faut remonter à la colonisation espagnole du XVI^e siècle pour voir la Couronne d'Espagne distribuer les terres à des colons qui forment des haciendas et s'approprient la main d'œuvre indienne par des mécanismes d'endettement. Celle-ci est structurée autour d'une organisation sociale pyramidale garantissant son contrôle économique et social. Elle est dirigée par une équipe salariée, hiérarchisée et ethniquement stratifiée, au service d'un propriétaire souvent absentéiste.

Les réductions de main d'œuvre, les changements de productions, les conflits familiaux, les réductions de surfaces et l'endettement sont autant d'indicateurs des difficultés rencontrées par les haciendas de ouest-Cangahua au début du XX^e siècle. La spécialisation dans l'élevage laitier a mis ces haciendas en concurrence avec celles de la vallée, qui bénéficient d'avantages comparatifs notables : le climat plus doux favorise la pousse de l'herbe et permet l'introduction de races laitières améliorées (Holstein). La décadence des grandes haciendas a donc provoqué une dynamique spontanée de redistribution partielle des terres, antérieure aux réformes agraires de 1964 et 1973. Pour les haciendas, les moyens de rémunération ne sont plus l'usufruit mais le salaire.

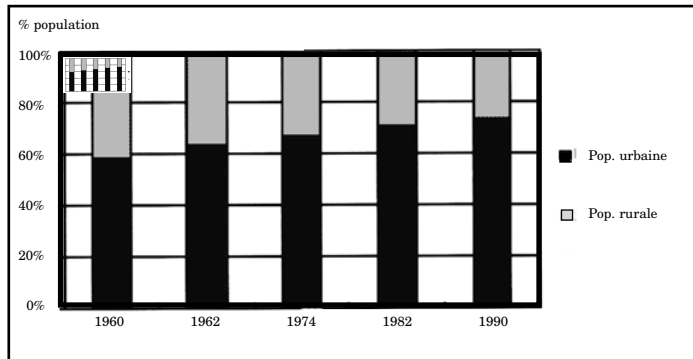
L'explosion démographique et urbaine

D'une ampleur inattendue, le boum pétrolier de 1973 donne à l'État Équatorien les moyens et l'autonomie de contrôler et stimuler ses efforts de réorganisation, notamment par la réforme agraire de 1973. Mais une autre conséquence de cette manne financière fut l'explosion urbaine de la capitale. Même si le décollage de la population de Quito est antérieur aux années 70 (Godard, 1987), c'est à cette époque que la ville franchit le cap des 500.000 habitants pour en compter près de 900.000 en 1982, avant d'être consacrée ville-millionnaire par le recensement de 1990 avec plus de 1,1 million d'habitants (INEC, 1991). Le transport ferroviaire, l'amélioration des conditions de transport routier, la recrudescence d'embauches dans le secteur public

et le développement du secteur de la construction placent alors la région de Cangahua dans l'aire d'influence de la capitale administrative.

La population équatorienne est multipliée par 10 entre 1886 et 1990, date à laquelle elle approche les 10 millions d'habitants. Augmentation globale de la population qui doit être nuancée : le poids relatif de la population rurale de la Sierra, région andine de l'Équateur, diminue fortement (Figure 1).

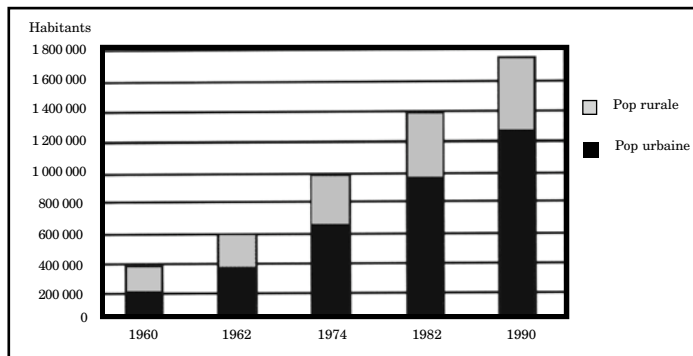
Figure 1. Composition de la population de la province du Pichincha



Source : INEC, 1992

Elle représente 33,8% de la population totale en 1950 et 24,7% en 1974. Si la tendance se poursuit, elle ne représentera plus que 10% de la population totale en l'an 2000 (BERNARD, 1982). Néanmoins, cette diminution relative doit être nuancée par une augmentation absolue de la population aussi bien urbaine que rurale (Figure 2).

Figure 2. Évolution des populations urbaines et rurales de la province du Pichincha



Source : INEC, 1992.

L'explosion démographique de l'Équateur ne peut donc être considérée comme homogène sur l'ensemble du territoire. Elle est moins accentuée dans les zones rurales de la Sierra que dans les centres urbains du pays. L'accroissement démographique est cependant un des principaux facteurs de l'augmentation globale des surfaces cultivées (+15% dans l'étage tempéré de la zone d'étude entre 1956 et 1993) et de la diminution des surfaces par exploitation.

Le système agraire actuel

Les exploitations capitalistes

Haciendas, plantations de fleurs et exploitations minifundistes sont les trois grands systèmes de production identifiés dans la partie occidentale de la paroisse de Cangahua. Sans détailler les caractéristiques des exploitations capitalistes avec salariés que sont les haciendas et les plantations de fleurs, il nous faut remarquer l'opposition des logiques économiques qui gouvernent ces deux systèmes. Opposition qui rejoint des trajectoires fort différentes puisque l'hacienda est un système hérité de l'appareil colonial tandis que la floriculture se développe depuis les années 80 à la faveur d'un marché international encore « florissant ».

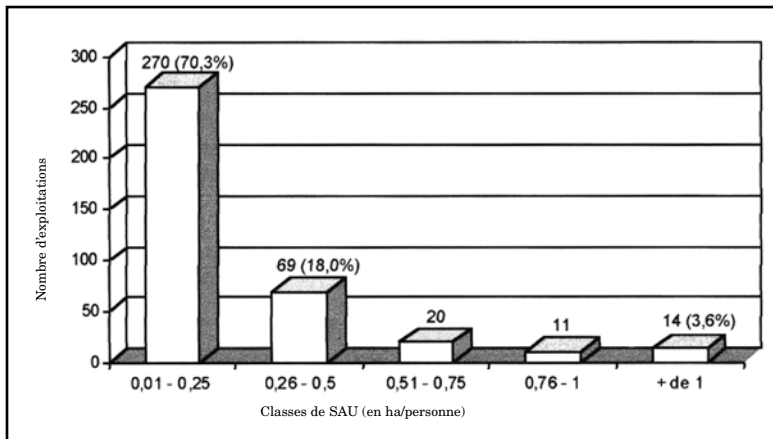
À l'opposé des systèmes minifundistes où l'autosubsistance est le principal objectif des chefs d'exploitation, les deux autres systèmes visent à rentabiliser au mieux le capital investi. Le propriétaire cherche à maximiser son taux de profit. Que les rapports de prix ou les productivités du travail deviennent structurellement plus favorables dans d'autres secteurs d'activités (construction, commerce, spéculation foncière...) et les exploitants capitalistes y déplaceront leurs capitaux.

L'hacienda est un système d'élevage bovin extensif faisant appel à peu de main d'œuvre et ne nécessitant que de faibles investissements par hectare. Les propriétaires sont souvent absentéistes et conservent simultanément d'autres activités, essentiellement urbaines. À l'inverse, les plantations de fleurs, principalement destinées à l'exportation vers les Etats-Unis, nécessitent de très gros investissements (1.250.000 FF/ha : préparation du terrain très minutieuse, serres, éclairage nocturne, chambre froide). L'exploitant doit ensuite acheter une force de travail salariée très nombreuse et employer des intrants coûteux (semences, fertilisations chimiques et produits phytosanitaires). Ces deux systèmes répondent à une logique capitaliste, l'un de manière « extensive » (en travail et en investissement), l'autre par des méthodes « intensives ».

La question foncière

Trop loin de Quito (70 km) pour que la spéculation foncière ait pu jouer son rôle de désagrégation du cadastre agricole, la région est aujourd'hui soumise à une nouvelle forme de pression foncière. Les plantations de fleurs se sont toujours établies à proximité du bourg de Cayambe afin de bénéficier des moindres coûts de transports de la main d'œuvre qu'elles prennent en charge. Un décret municipal interdit maintenant toute nouvelle installation de plantation dans la périphérie de Cayambe afin de lutter contre les pollutions odorantes et sanitaires liées à la grande consommation de pesticides inhérente à cette activité. Le dynamisme toujours soutenu du marché des fleurs d'exportation permet de penser que le canton de Cayambe n'a pas fini d'accueillir de nouvelles entreprises à la recherche des avantages comparatifs de la région (proximité de Quito et de son aéroport, conditions écologiques favorables, faible coût de la terre et de la main d'œuvre, perspective de main mise sur des droits d'eau d'anciens réseaux d'irrigation). Ces nouveaux entrepreneurs n'auront alors d'autres alternatives que de placer leurs serres dans l'étage tempéré de la périphérie lointaine de Cayambe, induisant ainsi une plus-value foncière entretenue par le blocage foncier des haciendas.

Figure 3 : Distribution des exploitations minifundistes par classe de Superficie Agricole Utile (SAU) par personne dans la région de ouest-Cangahua



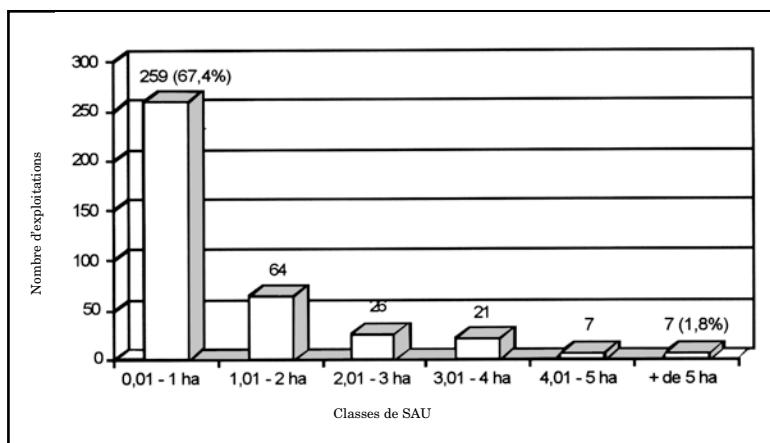
En effet, les surfaces cultivées par personne sont très faibles dans les systèmes de production minifundistes (Figure 3). Malgré une faible densité de population (environ 38 hab./km²) pour l'ensemble de la zone

étudiée, il est possible de calculer une « densité de population minifundiste apparente » de 510 hab./km² (Population minifundiste totale / Somme des SAU des systèmes de production minifundistes). Ces chiffres donnent la mesure du caractère très partiel de la redistribution des terres d'hacienda aux paysans minifundistes et du risque de pression foncière que représente la prochaine installation des plantations de fleurs.

Les systèmes de production minifundistes

L'essentiel de la population de cette région pratique une agriculture d'autosubstance où le système de production minifundiste dominant est la polyculture associée à un petit élevage (384 exploitations couvrant 445 ha de SAU). La surface agricole utile (SAU) est en moyenne de 1,16 hectare, mais plus des deux tiers des exploitations familiales ont moins de 1 hectare tandis que moins de 2% des exploitations ont plus de 5 hectares (Figure 4).

Figure 4. Distribution des exploitations minifundistes par classes de SAU dans la région de ouest-Cangahua



Au-delà de la répartition très inégale du facteur de production terre entre les exploitations minifundistes et les haciendas qui possèdent des centaines d'hectares, on remarque une distribution inégale des terres au sein des petites exploitations minifundistes. Le capital d'exploitation est toujours très réduit. Près de 40% des exploitants ne travaillent la terre que manuellement à la houe, et seules 13% des unités de production possèdent une paire de bovins permettant la

traction animale de l'araire. Aucune exploitation ne détient de tracteur. Ils sont loués aux haciendas. Donc, hormis quelques exploitations pratiquant la culture attelée légère et possédant un araire ou une charrue très légère sans avant train, un joug et une paire de bovin, l'outillage est très réduit et toujours manuel.

Différenciation des systèmes de production minifundistes

Il apparaît clairement que le système de production minifundiste ainsi défini n'est pas unique mais recouvre plusieurs sous-type. Après une opposition agro-écologique puis socio-ethnique des étages froids et tempérés, le diagnostic des systèmes de production minifundiste révèle une opposition agro-économique de ces deux étages. La culture attelée légère, la tendance aux « grandes » superficies (> 1 ha), les « gros » troupeaux ovins-caprins (20-50 têtes) et la rotation « pomme de terre - fève - orge » sont le propre des exploitations de l'étage froid. En revanche, l'étage tempéré abrite essentiellement des exploitations de plus petites tailles (< 1 ha) pratiquant la culture manuelle. Les productions végétales y sont essentiellement du blé ou des associations de maïs et de légumineuses comme le haricot ou le petit pois. Outre ces productions qui sont en volume les plus importantes, de nombreuses autres espèces cultivées permettent une diversification de l'alimentation, une gestion des risques climatiques et une optimisation de l'utilisation des terres. Les productions animales sont pour l'essentiel de petites basses cours (cochon d'Inde, volailles, lapin), associées à de petits troupeaux ovins-caprins (entre 1 et 20 têtes).

L'étude des trajectoires montre que l'importance des cheptels ovins/caprins, les superficies possédées, les équipements et le mode du travail du sol des systèmes de production actuels sont le reflet des héritages de la différenciation socio-économique qui prévalait dans le système agraire d'hacienda.

Mais sous des systèmes de production différents se cache une unité de fonctionnement. Presque toutes les productions agricoles, aussi bien animales que végétales, sont vivrières et autoconsommées. Quelques ventes ont lieu entre voisins. Cependant, comme à l'époque précolombienne, il s'agit plus fréquemment d'échanges de productions, de trocs, permettant notamment une diversification de l'alimentation. La région de ouest-Cangahua ne génère aucune production agricole commercialisée en ville. Les comptabilités de l'exploitation et de la famille sont toujours communes. L'emploi des engrais chimiques et des produits phytosanitaires reste très réduit. Les formes de renouvellement de la fertilité sont le transfert des animaux depuis les pâturages vers les terres de cultures. La force de travail est la marchandise la plus communément vendue.

Les petites surfaces cultivées, l'outillage rudimentaire, la mauvaise qualité des sols et l'érosion galopante sont des facteurs limitant la production agricole des exploitations minifundistes. Mais il semble que l'absence d'eau d'irrigation est un autre facteur essentiel expliquant les faibles productivités obtenues dans cette région où les précipitations sont irrégulières et absentes pendant près de 4 mois.

Où la ville s'empare de l'eau

Toutes les communautés disposent des infrastructures (réservoirs et canaux) nécessaires à la distribution de l'eau d'irrigation par gravité et sont reliées au même canal principal situé à 3600-3500 mètres d'altitude : le canal de la Guanguilquí. Long de 43 km, ce canal fut construit par l'hacienda du même nom à la fin du XIX^e siècle. L'hacienda Guanguilquí, dans l'impossibilité d'entretenir seule le canal, céda une fraction de son débit à l'hacienda Guachalá en échange d'une partie de l'entretien, mais cet accord n'a pas résisté à l'ampleur des travaux de maintenance. Dans les années 60, l'hacienda Guanguilquí, en crise, est conduite à abandonner son canal, dont les 70% sont endommagés. La plupart des haciendas ayant disparu, les communautés commencent à le réhabiliter dans les années 70.

En 1973, les communautés situées en amont initient des démarches d'appropriation des eaux d'irrigation. Après un procès de 17 ans, l'Agence de Quito de l'INERHI, l'office national qui gérait la ressource en eau avant la « privatisation de l'eau » (RUF, 1994), attribue 80% du débit de ce canal aux six haciendas qui font valoir leurs anciens droits d'eau. Comme il fallait s'y attendre, la sentence généra de nombreux affrontements entre le groupe des haciendas et celui des 16 communautés de la partie adverse. En acquérant de nouvelles terres, les paysans minifundistes augmentèrent leurs nécessités en eau d'irrigation et la pression sur cette ressource. Après de nombreuses tentatives de conciliation (14 procès) et en éclaircissant les différents intérêts en jeu par l'appui institutionnel et le diagnostic d'organisations professionnelles¹, la décision est inversée en 1988 avec 92% du débit total (220 l/s) attribués à 29 communautés par le Conseil Consultatif des Eaux.

Les communautés de ouest-Cangahua, situées à la fin du parcours du canal, sont tributaires des travaux réalisés plus en amont et ne disposaient toujours pas d'eau à la fin de l'année 1995. Pourtant, depuis 1988, de nombreuses étapes ont été franchies dans la réhabilitation de cet ancien réseau d'irrigation : schéma de répartition inter-communal consensuel, début des travaux de réhabilitation du canal principal, formation d'une « assemblée de l'eau » mensuelle réunissant

¹Le Centre Andin d'Action Populaire (CAAP) de 1983 à 1989 et depuis 1990, L'Institut d'Écologie et de Développement de Cayambe (IEDECA).

les représentants des communautés et des haciendas, construction d'ouvrages de répartition et de stockage, définition des systèmes communaux d'irrigation (responsables, fonctionnement des réservoirs, calendriers, tours d'eau...), formation à la conduite des cultures irriguées et à l'entretien des infrastructures... Mais le débit du canal de la Guanguilquí reste insuffisant pour les 2500 familles concernées. Parmi d'autres projets de ponctions sur des cours d'eau voisins, le captage de la rivière Oyacachi devait permettre une très forte augmentation du débit total. En partie financé par la Banque Mondiale, ce projet a donné lieu à de nouveaux conflits. C'est la ville de Quito, prioritaire dans son exigence d'eau potable, qui s'est octroyée le bénéfice d'une nouvelle prise d'eau pour un usage domestique.

La situation géographique et l'histoire des communautés et haciendas conditionnent les débits attribués lors de procès où les rapports de force sont déterminants. La croissance de Quito introduit aujourd'hui une nouvelle donne dans l'échiquier des forces candidates à une appropriation des ressources hydriques.

Ouest-Cangahua présente donc une agriculture très contrastée sans aucune transition entre l'hacienda, les plantations de fleurs et les petites exploitations familiales dont l'existence est souvent récente. L'homogénéité historique, structurelle et fonctionnelle des systèmes de production minifundistes se traduit par une cohérence de leurs résultats économiques.

Une migration pendulaire nécessaire pour les petits exploitants

La première constatation qui s'impose est la faiblesse des productivités du travail, et donc des revenus agricoles. Toutes les exploitations minifundistes présentent des revenus agricoles en dessous du seuil de survie placé à 1.290.000 sucres (la monnaie équatorienne) annuels par travailleur (2715 FF en mars 1995 qui représentent les dépenses vestimentaires et d'alimentation les plus strictes qui soient). Il serait presque redondant de préciser que toutes les exploitations ont un revenu agricole inférieur au seuil de reproduction économique établi à près de 4 millions de sucres (8370 FF en mars 1995 qui représentent le coût d'opportunité du travail). Aucun des systèmes de production minifundistes ne parvient donc à dégager une quelconque capacité d'investissement.

La seconde observation essentielle est que ces systèmes de production ne sont jamais déficitaires. Tous les exploitants dégagent un revenu positif de leurs activités agricoles. Les faibles consommations intermédiaires et l'équipement réduit permettent de limiter les risques financiers et d'assurer au chef d'exploitation la garantie d'un revenu, aussi faible soit-il.

De fait, 91,9% des exploitations minifundistes (total : 384) ont au moins un de leur membre travaillant également hors de l'unité de production agricole. Cette double activité se traduit systématiquement par une migration pendulaire des personnes impliquées dans des activités extra-agricoles non qualifiées, qu'il s'agisse d'un emploi urbain dans le secteur de la construction ou d'une embauche dans des exploitations agricoles capitalistes produisant des fleurs d'exportation. Deux secteurs d'emploi accaparent toute la main d'œuvre issue de ces communautés, ce qui suggère l'existence de véritables filières. La sécurité des emplois reste toujours très précaire. Le déplacement du double-actif est quotidien lors d'un emploi dans les plantations souvent proches de Cayambe, hebdomadaire dans la construction à Quito. Cette migration pendulaire se fait essentiellement vers les deux centres urbains proches des communautés, à savoir Cayambe (15 km) et Quito (70 km). Plus de la moitié (56,6%) de la population mobile des communautés travaille à Quito.

La double activité apparaît plus marquée dans les communautés métisses que chez les Indiens. Une des explications à ce phénomène pourrait être l'enclavement géographique plus fort des communautés indiennes que des communautés métisses. De plus, la qualité des sols et le niveau de capitalisation, supérieurs dans les communautés indigènes, autorise des revenus agricoles plus importants. Et l'on n'oubliera pas les aspects historiques et culturels qui rendent difficile l'intégration des Indiens dans la population urbaine.

Interdépendances des activités agricoles et urbaines

Les résultats de l'étude économique montrent que les revenus agricoles représentent, selon les systèmes de production minifundistes, de moins de 1% à seulement 25% des revenus totaux (hypothèse d'un seul double-actif dans l'exploitation alors qu'ils sont souvent plus nombreux). C'est dire l'importance des revenus extérieurs dans le budget familial. Ces constats permettent de mieux comprendre l'importance de la double activité dans la zone étudiée : elle est une véritable nécessité pour ces agriculteurs dont les exploitations ne dégagent pas même un revenu de subsistance.

Des emprunts agricoles déguisés

Les revenus extérieurs participent également au fonctionnement de l'exploitation. De toutes les productions agricoles, la pomme de terre permet d'obtenir la plus haute productivité du travail. C'est aussi une des plus risquées. Le coût des consommations intermédiaires (essentiellement d'engrais et de pesticides) nécessaires à sa production est

toujours supérieur au revenu agricole. En l'absence d'endettement, cette situation implique la participation des revenus extérieurs dans la trésorerie de l'exploitation. Les activités extra-agricoles contribuent au fonctionnement de l'exploitation minifundiste en permettant d'éviter le coût d'un emprunt, par l'intermédiaire d'une trésorerie « artificiellement » gonflée autorisant des cultures à forts intrants. Au flux des migrants se superpose donc un flux monétaire. Mais il est clair que ces revenus extérieurs contribuent aussi à la capitalisation (achats de terres, de matériels ou d'animaux).

Gestion du travail et des activités

La mobilité spatiale et professionnelle s'est développée sans supprimer le tissu d'activité agricole grâce à une gestion du travail communautaire sous forme d'entraide qui autorise une absence du chef de famille pendant tous les jours ouvrables de la semaine. Les travaux agricoles les plus exigeants en main d'œuvre sont la préparation du sol et les récoltes. Les agriculteurs ont résolu le problème des pointes de travail en pratiquant l'entraide. Elle a une grande importance économique pour les exploitations où le rapport surface/travailleurs est le plus grand et où la main d'œuvre familiale peut être insuffisante à la réalisation des pointes de travail. Le premier avantage de cette pratique réside dans la possibilité de ne pas avoir à payer de journaliers, et donc d'éviter une sortie de trésorerie. Ensuite, le coût de cette entraide est moindre que celui d'une main d'œuvre salariée puisque le travail est prêté sans intérêt. Enfin, cette pratique permet aux doubles-actifs de concentrer leurs activités agricoles durant les week-ends et ainsi finir une tâche urgente en peu de temps.

De nouveaux rapports salariaux

L'introduction du rapport salarial apparaît comme la prolongation du travail servile des paysans autrefois attachés à l'hacienda. Il est aujourd'hui le double moteur d'une reproduction temporaire de l'exploitation minifundiste et de sa soumission aux contextes économiques régionaux, nationaux et internationaux. Situation qui conduit au paradoxe d'un système de production vivrier où les productivités du travail insuffisantes à sa seule survie n'empêchent pas son maintien dans l'économie équatorienne.

Par son activité agricole, le double actif assure une partie de sa subsistance, ce qui lui permet d'accepter un salaire inférieur au coût réel d'entretien et de reproduction de sa force de travail, maintenant ainsi une pression à la baisse sur le niveau des salaires. De plus, il

représente une main d'œuvre librement achetée et congédiée suivant les fluctuations du marché. Ainsi, tout entrepreneur capitaliste équatorien trouve en ces doubles-actifs un moyen d'augmenter ses taux de profit.

Par ailleurs, la proximité de Quito permet un accès facile à un niveau de rémunération du travail plus élevé que celui en vigueur dans la région de Cayambe. La migration pendulaire a donc des effets contraires dans la mesure où elle tend à faire baisser le niveau des salaires urbains tout en entraînant une hausse de prix de la journée de travail dans les haciendas de la région. Les forts taux de profits des plantations de fleurs voisines des haciendas contribuent également à maintenir une pression à la hausse sur les salaires payés par les haciendas. Après s'être opposées à toute rémunération monétaire, les haciendas résistent à sa hausse sous peine de disparition faute d'une productivité du travail suffisante.

Image sociale et effets sociaux de la double activité

Les exploitants ne considèrent pas la double activité comme dégradante, mais bien comme une nécessité acceptée d'un revenu extérieur et la notion de « vrai agriculteur » n'est pas débattue. Les très rares exceptions d'exploitants n'ayant pas d'activités extérieures ne sont pas suffisamment nombreuses pour créer des mouvements d'orgueil ou une dynamique de fierté dans la population rurale (d'autant que ces derniers sont souvent économiquement dépendants de liens familiaux). Cependant, cette représentation du statut d'ouvrier-agriculteur, de maçon-agriculteur ou encore d'agriculteur-mécanicien n'est pas sans nuance suivant la durée consacrée à l'une des deux activités. Ainsi, certains ne perçoivent leur exploitation que comme un jardin potager cultivé sans passion aucune, tandis que d'autres s'évertuent à investir temps et argent dans leur système de production afin de réduire la part de leurs activités extérieures. Ces deux tendances sont symptomatiques des deux dynamiques antagonistes de soumission et de résistance au processus de prolétarianisation de la paysannerie andine.

L'intégration de l'économie paysanne au marché du travail urbain provoque une modification de la division du travail agricole. Femmes et enfants sont aujourd'hui les principaux acteurs de la production. Même si le chef de famille conserve son statut de responsable de l'unité de production par les décisions qu'il reste seul à prendre, son épouse devient la conseillère indispensable et l'unique détentrice des pratiques agricoles. Un autre effet de la migration pendulaire est l'importation de traits culturels du milieu urbain dans les communautés rurales, qu'il s'agisse de la télévision, des jeans ou de

l'acquisition de l'espagnol dans les communautés indiennes. Enfin, les nouveaux métiers de ces petits paysans sont à l'origine d'une différenciation sociale où la pérennité de l'emploi, son salaire, sa qualification et sa localisation dictent une nouvelle hiérarchie sociale. Après l'inégale répartition de la terre et des moyens de production, celle des salaires et des épargnes qu'ils impliquent conditionnent un enrichissement relatif définissant de nouveaux groupes sociaux.

Conclusion

Le terme d'exode rural, insuffisant et impropre à caractériser la complexité de la situation de ouest-Cangahua, évoque néanmoins de nombreux attributs du fort courant migratoire drainé par Quito. Cette migration de la campagne vers la ville ne présente pas (encore ?) les caractères définitifs de l'exode, toujours associé au dépeuplement absolu de la zone rurale. Néanmoins, de nombreux déterminants lui sont communs : croissance démographique et surpeuplement relatif, paupérisation paysanne induite par une structure foncière fortement inégalitaire, absence de système de production suffisamment productif à la mise en valeur d'une « zone défavorisée ». La migration pendulaire observée est un véritable exutoire aux trop fortes contraintes écologiques, historiques, économiques et sociales de la région de ouest-Cangahua. Quito apparaît ainsi comme le refuge d'une population rurale active rejetée par sa campagne : sans la ville, c'est bien à des migrations définitives auxquelles on assisterait.

Mais au-delà de causes proprement rurales, la ville tient aussi sa part de responsabilités dans la désarticulation des activités agricoles. En effet, Quito, conquérante sur le plan démographique et au niveau de son espace rural périphérique, commence à laisser son empreinte sur une lointaine ceinture rurale. La ville est ici doublement concurrente des moyens de production agricole, qu'il s'agisse de la force de travail ou de l'eau. Elle a également des effets induits sur la terre, son rejet d'activités polluantes initiant une pression foncière.

Le moteur économique de la migration pendulaire est très certainement décisif. Pour dominant qu'il soit, il ne faudrait pourtant pas oublier d'autres facteurs socioculturels. On pourra citer la recherche d'une promotion sociale, et pas seulement par l'argent, la volonté d'intégration à la société métisse urbaine et l'attraction des agréments du milieu urbain et de ses infrastructures. L'existence de véritables filières induit une dynamique de migration, la population mobile reconstituant une nouvelle communauté sur le lieu des activités extra-agricoles communes.

La ville n'est pas le premier objet de cette étude. Cependant, on devinera à quelles difficultés conduisent l'afflux temporaire des

migrants dans l'agglomération. La double résidence et l'urbanisation sauvage qu'elle implique sont des casse-tête de gestion des logements, des équipements urbains et des transports. De plus, l'épargne, finalité de l'activité urbaine, introduit certainement un déséquilibre économique local.

Ce transfert de richesses est le dernier élément de stabilisation des communautés de ouest-Cangahua. Sans être représentative de toute la ceinture périurbaine de Quito, cette agriculture ne donne aucun signe d'émergence d'un système de production suffisamment productif pour être reproductible. L'arrivée de l'eau d'irrigation sur les parcelles cultivées constitue une des mesures permettant d'espérer une augmentation des revenus agricoles. Néanmoins, les gains de productivité du travail permis par l'irrigation ne seront certainement pas suffisants à l'obtention de revenus agricoles supérieurs au seuil de reproduction, si les surfaces cultivées ne sont pas plus grandes. La récupération des surfaces érodées et indurées constituerait une alternative au blocage foncier des haciendas. Mais cet effort de récupération des sols indurés n'aura de sens que lorsque des mesures efficaces de lutte contre l'érosion auront été prises.

L'agriculture fait souvent figure d'activité dominée. Dans les pays occidentaux de la vieille Europe du XIX^e siècle, l'épargne des ruraux a servi à financer l'industrie, les chemins de fer et les constructions urbaines. Ici encore, la ville, que certains qualifieraient de parasitaire et dominatrice, bénéficie des trop fortes contraintes qui pèsent sur l'activité agricole d'une région mal lotie, tout en pérennisant une agriculture inégalitaire.

BIBLIOGRAPHIE

BERNARD A. (sous la direction de), 1982. *Diagnostic socio-économique du milieu rural équatorien : Volume de synthèse*. ORSTOM - MAG - PRONAREG, Quito, 275p

BONIFAZ E., 1970. Origen y evolución de una hacienda histórica : « Guachalá ». *Boletín de la Academia Nacional de Historia antes Sociedad Ecuatoriana de Estudios Americanos*, 116, 338-350

FAUROUX E., 1988. Las transformaciones de los sistemas de producción en el mundo rural ecuatoriano de 1960 à 1980. in : Gondard P. et al, *Transformaciones agrarias en el Ecuador. Geografía Básica del Ecuador, tome V, volume 1*, CEDIG, Quito, pp109-134

GASSELIN P., 1995. *Systèmes de production minifundistes sur sols volcaniques indurés et érodés en Équateur : ouest-Cangahua, une zone témoin*. Mémoire d'Ingénieur Agronome ENSAIA, CNEARC-ORSTOM, Montpellier, 57p

- GODARD H., 1987. Quito - Guayaquil : Eje Central o Bicefalía. in : Portais M. et León J., *El espacio urbano en el Ecuador : Red Urbana, Región y Crecimiento*, IPGH-ORSTOM-IGM, Quito, 307p
- INEC, 1991. *V censo de población y IV de Vivienda 1990 : Resultados definitivos, resumen nacional*, INEC, Quito, 256p
- INEC, 1992. *Analysis de los resultados definitivos del V Censo de población y IV de vivienda 1990 : provincia de Pichincha*, INEC, Quito, 49p
- RAMÓN G., 1987. *La resistencia andina : Cayambe 1500-1800*. Centro Andino de Acción Popular (CAAP), Quito, 284p
- RUF Th., 1994. Privatisation de l'eau dans l'agriculture. Les nouveaux maîtres. *Courrier de la planète*, 24, 12-13
- SALOMON F., 1980. *Los Señores étnicos de Quito en la época de los Incas*, Intsituto Otavaleño de Anthropología, Otavalo, 370p
- VOS R., 1988. Petroleo, Estado y cambio agrario. Ecuador 1972-1984. in : Gondard P. et al, *Transformaciones agrarias en el Ecuador. Geografía Básica del Ecuador, tome V, volume 1*, CEDIG, Quito, pp15-37

Travaux de la Société d'Écologie Humaine

c/o UMR 6578 du CNRS - Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture
Université de la Méditerranée, Faculté de Médecine
27, boulevard Jean-Moulin, 13385 Marseille cedex 5

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :

L'homme et le lac 1995

Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et Mesures 1996

Cet ouvrage est issu, pour l'essentiel, des travaux présentés aux VIII^e journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (SEH), qui se sont tenues à Orléans en juin 1996.

Ces journées étaient organisées par :

- la Société d'Écologie Humaine
- l'équipe du DEA « Environnement, Temps, Espaces, Sociétés », Université d'Orléans
- l'UMR 6578 « Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture », CNRS-Université de la Méditerranée, Marseille
- le laboratoire Population-Environnement, Université de Provence/Orstom, Marseille
- le laboratoire ERMES, Orstom, Orléans

Il a bénéficié du soutien financier du département Environnement, Technologies et Société de l'Université de Provence, Marseille

Dépôt légal : 4^e trimestre 1998

ISBN : 2-9511840-2-6

ISSN : 1284-5590

Tous droits réservés pour tous pays

© Éditions de Bergier

476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse

bergier@webstore.fr

VILLES DU SUD
ET
ENVIRONNEMENT

Éditeurs scientifiques

Daniel Bley, Jacques Champaud, Patrick Baudot,
Bernard Brun, Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de
la Société
d'Ecologie
Humaine



1997